Note d’information sur la situation économique nationale

 au quatrième trimestre 2015

### L’arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre montre qu’en 2015, la croissance économique aurait été de 4,5%, en hausse de 0,2 point par rapport à la prévision retenue par le HCP de 4,3%.

S’agissant du quatrième trimestre 2015, la croissance économique nationale a été tirée par la valeur ajoutée agricole et par une amélioration des activités non agricoles. C’est ainsi que, par rapport à la même période de l’année précédente et corrigées des variations saisonnières (cvs), la valeur ajoutée agricole, en volume, a augmenté de 13,5% au lieu d’une baisse 1,3%, après une moyenne de 14,3%, enregistré les trois trimestres précédents. Les activités non agricoles, de leur côté, se sont accrues de 3% au lieu de 0,8%, après une moyenne de 1,7% au cours des trois derniers trimestres.

Les activités non agricoles ont été portées par la croissance :

* des postes et télécommunications de 6,6% au lieu de 6,2%;
* de l’électricité et eau de 6,4% au lieu de 3,6%;
* des industries de transformation de 4,5% au lieu d’une baisse de 0,5%;
* du commerce de 4,3% au lieu d’une baisse de 0,4%;
* des services rendus aux ménages et aux entreprises de 3% au lieu de 1,3%;
* du bâtiment et travaux publics de 2,9% au lieu de 0,9%;
* des services financiers et assurances de 2,3% au lieu d’une baisse de 1,1%;
* de l’industrie d’extraction de 2,1% au lieu d’une baisse de 3,5%;
* du transport de 2,1% au lieu d’une hausse 5,3%;
* des services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 1,5% au lieu de 2,3%;
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 1,4% au lieu d’une baisse de 0,3%;

Alors qu’elles ont subi la baisse de la valeur ajoutée des hôtels et restaurants de 1,8% au lieu de 0,3% et celle de la pêche de 2,2% au lieu d’une hausse de 9,3%.

Dans ce contexte, l**e Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume, a affiché un accroissement de 5,2% durant le quatrième trimestre 2015 au lieu de 2,2% une année auparavant, compte tenu des impôts sur les produits nets des subventions (lesquels ont augmenté de 13,5% au lieu 19%). Aux prix courants, l’accroissement du PIB a été de 7,1%, dégageant ainsi une hausse de son prix implicite de 1,9% au lieu de 1,1%.

**Au niveau des emplois du PIB en volume**, les dépenses de consommation finale des ménages se sont  accrues de 5%, au cours du quatrième trimestre 2015, au lieu de 2,6% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 3 points à la croissance au lieu de 1,5 point. La consommation finale des administrations publiques, en revanche, a affiché une baisse de 1,9% au lieu d’une hausse de 0,7%, contribuant ainsi négativement à la croissance (-0.4 point). De son coté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 6,7% au lieu d’une baisse de 1,6%, avec une contribution à la croissance de 2,1 points au lieu d’une contribution négative de 0,5 point, durant le même trimestre de l’année précédente

De ce fait, la demande intérieure a contribué pour 4,7 points à la croissance du PIB au lieu de 1,2 point le quatrième trimestre 2014.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur part, ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 0,5 point au lieu de 1 point le même trimestre de l’année précédente. Dans ce cadre, les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 7,8% au lieu de 1,7% et les importations ont augmenté de 4,8% au lieu d’une baisse de 0,9%.

Le revenu national brut disponible s’est ainsi amélioré de 7,8% au cours du quatrième trimestre 2015 au lieu de 0,2% l’année précédente. Ceci s’explique par la hausse du PIB aux prix courants de 7,1% au lieu de 3,3% et des revenus nets reçus du reste du monde de 19,3% au lieu d’une baisse de 36%.

**Au plan de financement de l’économie**, avec une amélioration de la consommation finale nationale  de 4,1% à prix courants, l’épargne nationale a atteint 29,3% du PIB durant le quatrième trimestre 2015 au lieu de 26,4% une année auparavant. Compte tenue de la baisse de l’investissement brut à 30,1% par rapport au PIB au lieu de 30,5%, le besoin de financement de l’économie nationale s’est fortement réduit, passant de 4% du PIB à 0,8%.

**En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du quatrième trimestre 2015.**

**